



THE UNIVERSITY *of* EDINBURGH

## Edinburgh Research Explorer

### Banqueroute occidentale en Syrie

**Citation for published version:**

Pierret, T 2016, 'Banqueroute occidentale en Syrie', *Afkar/Idées*, pp. 32-34.  
<[http://www.iemed.org/observatori/arees-danalisi/arxiu-adjunts/afkar/afkar-49/Siria\\_fracaso\\_occidental\\_Pierret\\_afkar49.pdf/view](http://www.iemed.org/observatori/arees-danalisi/arxiu-adjunts/afkar/afkar-49/Siria_fracaso_occidental_Pierret_afkar49.pdf/view)>

**Link:**

[Link to publication record in Edinburgh Research Explorer](#)

**Document Version:**

Publisher's PDF, also known as Version of record

**Published In:**

Afkar/Idées

**General rights**

Copyright for the publications made accessible via the Edinburgh Research Explorer is retained by the author(s) and / or other copyright owners and it is a condition of accessing these publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

**Take down policy**

The University of Edinburgh has made every reasonable effort to ensure that Edinburgh Research Explorer content complies with UK legislation. If you believe that the public display of this file breaches copyright please contact [openaccess@ed.ac.uk](mailto:openaccess@ed.ac.uk) providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.



## Banqueroute occidentale en Syrie

Les Occidentaux se trouvent face à un dilemme : soit être réduits à gérer les conséquences des agissements de Moscou, soit s'engager dans une confrontation risquée avec Poutine.

Thomas Pierret

**D**epuis la fin du mois de janvier 2016, l'alliance constituée par le régime syrien, la Russie et l'Iran a remporté une série de victoires militaires stratégiques qui ont radicalement changé le cours du conflit, moins d'un an après un printemps 2015 qui avait vu les troupes de Bachar al Assad reculer sur presque tous les fronts. Dans le Sud, les loyalistes ont repris la ville de Sheikh Maskin, élargissant et sécurisant de ce fait l'étroite ligne d'approvisionnement reliant Deraa à Damas. Dans la province côtière de Lattaquié, ces mêmes forces ont détruit les deux principaux bastions rebelles de Salma et Rabia. Un tournant encore plus dramatique s'est produit dans la province d'Alep, où les loyalistes ont coupé la route permettant d'approvisionner les quartiers rebelles de la capitale provinciale depuis la Turquie via le poste-frontière de Bab al Salama. Pour les rebelles combattant dans les campagnes septentrionales d'Alep, la situation est d'autant plus critique que, affrontant sur leur flanc oriental les combattants du groupe État islamique (EI), ils font désormais face, à l'Ouest, à une offensive des nationalistes kurdes du Parti de l'union démocratique (PYD). Avancé avec l'aide de l'aviation russe, ces derniers ambitionnent de prendre la région frontalière d'Azaz afin, à terme, de réaliser la continuité territoriale entre les cantons d'Afrin et de Kobane. À Alep-ville, des centaines de milliers de civils se préparent au siège qui pourrait résulter de la fermeture du corridor donnant encore accès, à l'Ouest, au poste frontalier de Bab al Hawa.

Les avancées loyalistes ont laissé le processus de paix en ruines, la Russie ayant utilisé la conférence de Genève 3, inaugurée début février puis rapidement suspendue en raison de la dégradation de la situation sur le terrain, comme une couverture pour préparer l'offensive d'Alep. Le 11 février, une rencontre entre le secrétaire d'État américain, John Kerry, et son homologue russe, Sergueï Lavrov, s'est soldée par l'annonce d'une prochaine cessation des hostilités. Toutefois, outre le problème de l'interprétation extensive que risque de faire la Russie du droit à continuer le bom-

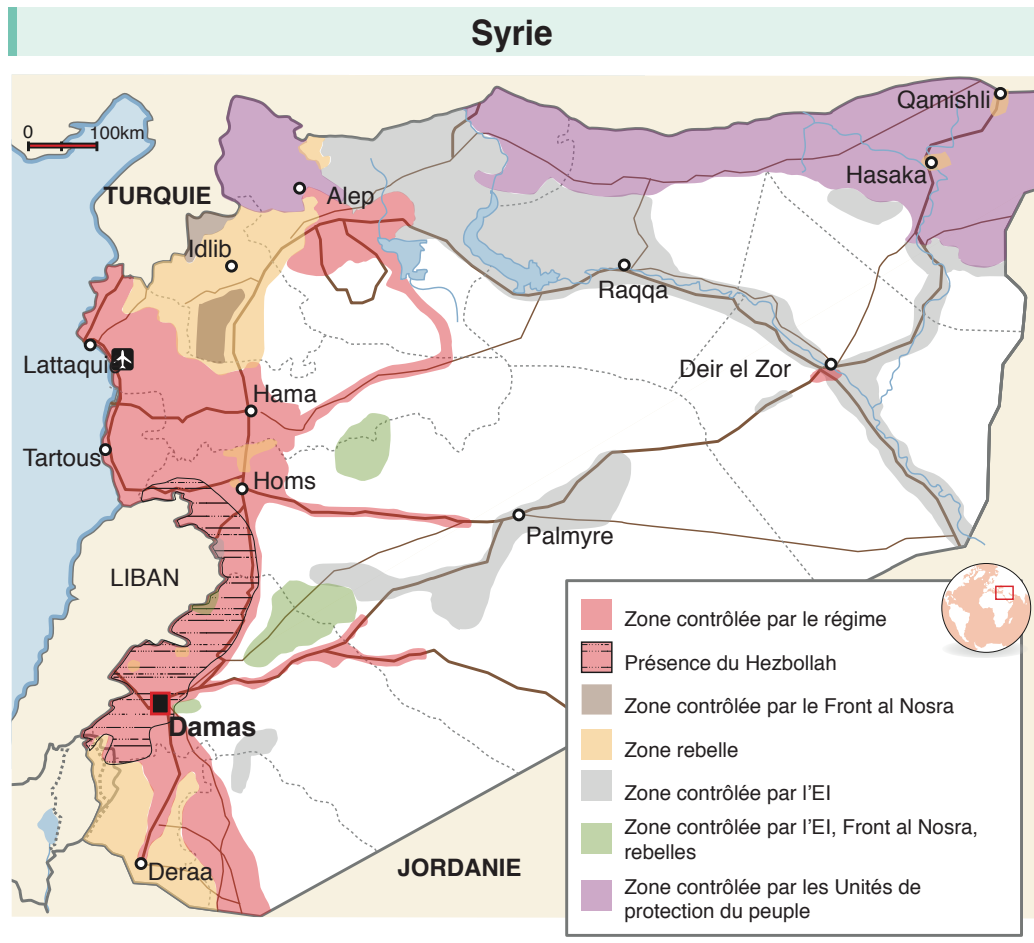
bardement des groupes « terroristes », il est plus que jamais clair que le régime et ses alliés, forts de leurs récentes victoires, n'envisagent une éventuelle reprise des négociations que comme une occasion de formaliser la reddition de l'opposition, plutôt que de s'engager dans le projet de transition supposé orienter le processus de paix.

L'offensive pro-régime s'est révélée tout aussi dévastatrice sur le plan humanitaire. Tandis que des dizaines de milliers de civils ont fui les bombardements russes en direction de la frontière turque, l'existence de millions d'individus est appelée à se dégrader encore davantage avec la destruction systématique des infrastructures, en particulier médicales, par les avions russes.

### Décisions occidentales avec des effets sur le terrain

**A**ctuellement privés de toute capacité d'influence sur la stratégie russe, les Occidentaux sont désormais face à un dilemme, devant soit d'accepter d'en être réduits à gérer les conséquences des agissements de Moscou, c'est-à-dire faire face au flot croissant de réfugiés, soit de s'engager dans une confrontation risquée avec Vladimir Poutine. La décision, annoncée le 11 février par l'OTAN, d'entamer des patrouilles en mer Egée suggère que c'est la première option qui sera retenue.

Le fiasco de la politique occidentale en Syrie est la conséquence ultime d'une série de décisions prises depuis l'été 2014 et qui ont permis la stabilisation du régime d'Al Assad alors même qu'il était, et demeure, exsangüe d'un point de vue militaire. La première de ces décisions est le choix, fait par Barack Obama en septembre 2014, d'engager son aviation contre l'EI en Syrie sans pour autant chercher à restreindre l'utilisation de l'espace aérien syrien par les bombardiers d'Al Assad. Une telle option sera rejetée une nouvelle fois en août 2015, lorsque l'administration américaine fait la



Source : Institute for the Study of War, 27 février-7 mars 2016.

sourde oreille à la proposition turque d'établir une zone de sécurité couvrant la région frontalière d'Azaz, tenue par les rebelles et celle de Jerablus, aux mains de l'EI.

Les choix opérés au cours des étés 2014 et 2015 ont eu au moins trois conséquences fondamentales. Premièrement, n'eut été le refus américain de restreindre la souveraineté aérienne du régime syrien, il aurait été plus difficile pour les Russes d'intervenir en Syrie puisque ce sont eux qui auraient dû prendre le risque d'une confrontation potentielle avec Washington. Or, l'arrivée, en septembre 2015, d'une cinquantaine d'appareils russes sur le théâtre syrien a constitué l'un des principaux facteurs du renversement des équilibres sur le champ de bataille. À cette époque-là, épuisée par plus de trois années de guerre, la force aérienne syrienne ne pouvait offrir qu'un appui tactique limité aux troupes terrestres, se consacrant pour l'essentiel au largage de bombes-barils imprécises sur des agglomérations. Le contingent aérien russe, pour sa part, a permis un accroissement considérable du nombre de sorties. N'épargnant pas davantage les civils, du fait de l'utilisation massive de bombes non-guidées et de sous-munitions, l'aviation russe est néanmoins capable de

frappes plus précises qui ont permis de détruire les infrastructures civiles, de cibler les bases des factions rebelles et, combinées à une meilleure collecte d'information, d'éliminer un grand nombre de leaders insurgés tels que Zahran Allouche, chef de Jaish al-Islam (l'Armée de l'Islam). Le niveau élevé de pertes humaines et matérielles infligé aux rebelles depuis octobre explique en partie les spectaculaires percées loyalistes de janvier-février 2016.

### Les renforts des combattants étrangers chiites

**O**n ne saurait cependant comprendre les dynamiques actuelles sans invoquer un autre facteur, trop souvent ignoré par les médias, mais néanmoins essentiel. Il s'agit de l'injection massive de combattants étrangers chiites recrutés par l'Iran parmi les pasdarans et des milices khomeynistes libanaises (Hezbollah), irakiennes (Badr, Bataillons Sayyid al Shuhada, Hezbollah al Nujaba, etc.) et afghanes (Brigade des Fatimides). Cet apport de fantassins, qui dépasse sans doute les 10 000 hommes, s'est révélé cru-

cial pour palier le cruel manque d'effectifs dont souffrent les troupes d'Al Assad. Ce sont en effet ces troupes étrangères qui mènent, quasiment seules, l'offensive sur les fronts sud et nord d'Alep. L'arrivée de ces renforts peut être interprétée comme une conséquence involontaire de la campagne occidentale contre le groupe État islamique. Lors de l'offensive-éclair de ce dernier à travers l'Irak, en juin 2014, des combattants chiites irakiens qui épaulaient déjà le régime syrien depuis 2012, avaient été rapatriés au pays pour y contenir l'organisation jihadiste. Ce retrait n'était probablement pas sans lien avec les déboires militaires qu'allait rencontrer le régime dans les mois suivants. Or, les pertes territoriales infligées à l'EI avec le concours occidental ont considérablement atténué la menace que l'organisation représente pour Bagdad et les régions chiites irakiennes, permettant la réaffectation de ces milices pro-iraniennes à la défense du régime syrien.

Le rejet par les États-Unis du plan turc de zone de sécurité a, quant à lui, structurellement vulnérabilisé les rebelles dans le Nord d'Alep, là où ils mènent aujourd'hui un combat désespéré sur trois fronts. L'établissement d'une zone protégée par l'armée turque aurait, en effet, permis de repousser vers l'Est la menace de l'EI et de dissuader les tentations kurdes de connecter Kobane et Afrin en coupant *ipso facto* les lignes d'approvisionnement des rebelles vers Alep. Un tel scénario aurait permis à l'opposition au régime de rassembler davantage de ressources militaires pour empêcher l'encerclement d'Alep par les loyalistes.

Dans les dernières semaines de 2015, les rebelles ont également souffert de la réduction du soutien logistique dont ils bénéficiaient depuis les pays voisins. Si cette réduction des approvisionnements résulte, sur le front sud, de la frilosité induite, en Jordanie, par la présence menaçante de la Russie en Syrie, elle doit aussi beaucoup à la volonté américaine de contraindre les factions rebelles à se rallier aux négociations de Genève. Ce choix de la désescalade illustre l'une des contradictions de l'approche américaine du processus de paix : on suggère à Washington que la Russie aurait un intérêt à la solution négociée au conflit en raison des coûts potentiels d'une prolongation dudit conflit ; or, la désescalade américaine réduit ces coûts et accroît les bénéfices potentiels d'une escalade loyaliste, comme l'illustre amplement l'offensive au Nord d'Alep.

## Perspectives pour l'avenir

**D**ans ce contexte de banqueroute de la stratégie occidentale en Syrie, on peut envisager deux scénarios pour l'avenir. Dans le premier, les insurgés parviennent à limiter les dégâts, bénéficiant de l'incapacité de l'Iran à déployer davantage de troupes en Syrie et donc à accroître significativement et durablement les zones sous contrôle du régime. Bien qu'affaiblis, les insurgés reprendraient alors leur guerre

d'usure contre le régime, attendant un regain de soutien de leurs parrains internationaux et l'érosion de la détermination de Moscou et de Téhéran. Dans le second scénario, les loyalistes remportent de nouvelles victoires stratégiques, par exemple en isolant les rebelles de la Turquie via la prise du poste-frontière de Bab al Hawa, et provoquant une réaction en chaîne conduisant à l'effondrement de l'essentiel de la rébellion. Le régime et ses alliés réaliseraient alors un objectif de longue date, à savoir transformer le conflit en face-à-face entre eux-mêmes et le groupe État islamique. Privés d'alternatives, les acteurs internationaux n'auraient d'autre choix que de se ranger derrière la coalition syro-irano-russe pour contrer l'épouvantail jihadiste.

S'il se trouve des observateurs occidentaux pour considérer un tel scénario rassurant, sa matérialisation serait toutefois une excellente nouvelle pour l'EI lui-même. Au niveau idéologique, l'organisation aurait beau jeu d'affirmer que les faits ont confirmé l'idée d'une conspiration globale contre les sunnites. Sur le terrain, elle continuerait d'affronter des ennemis militairement et/ou politiquement dysfonctionnels, dont un régime syrien dont les problèmes d'effectifs sont probablement insolubles, des milices chiites pro-iraniennes aussi efficaces au combat que détestées par les populations sunnites, et la coalition des Forces syriennes démocratiques au sein de laquelle les YPG kurdes, largement dominants, entendent maintenir les factions arabes dans une position de subordonnés. À l'Ouest, un effondrement de l'insurrection donnerait également à l'EI l'occasion de récupérer des milliers de combattants en déroute voire de coopter des factions entières. Pour avancer ses pions en direction de la côte méditerranéenne, le groupe jihadiste n'a pas besoin d'un soutien populaire massif parmi les sunnites syriens, fatigués de la guerre. Il lui suffirait, comme il l'a fait en Irak avant 2014, de pouvoir opérer dans une population qui ne se reconnaît pas dans le pouvoir en place et qui, sans forcément s'y opposer activement, n'est pas davantage disposée à participer à l'effort de contre-insurrection que requiert l'éradication de l'organisation jihadiste. Or, un régime syrien qui sortirait vainqueur de la confrontation actuelle ferait passer le gouvernement de l'ancien premier ministre irakien, Nouri al Maliki, pour un modèle de pluralisme et d'inclusion. En effet, le système établi par Hafez al Assad n'a jamais manifesté la moindre disposition à la réforme, un trait qui ne peut que se renforcer au sortir d'une guerre qui a vu le régime se maintenir en mettant le pays à feu et à sang tout en prenant appui sur une base confessionnelle alaouite sans cesse plus étroite. En conclusion, les développements militaires récents ont temporairement consolidé le pouvoir de Damas, mais ils auront vraisemblablement pour effet de perpétuer indéfiniment le chaos syrien. ■